

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2016

Volume XVII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

LE *SOFT POWER* CHINOIS

VERS UN NOUVEAU MODÈLE DE PARTENARIAT

PAR

HATEM BEN SALEM (*)

Dans un monde multipolaire où l'hégémonie des Etats-Unis est contestée par l'émergence de nouvelles puissances, le *soft power*, élément indispensable et essentiel du développement réel d'une économie, voire d'une puissance, reprend aujourd'hui tout son sens concernant les convoitises entourant le continent africain. La « puissance douce » englobe, selon la définition originale de Joseph Nye, la culture, la politique étrangère ainsi que les valeurs sociales. Le concept s'est élargi cependant aujourd'hui à des aspects tout aussi importants : les médias, les influences économiques et la vie associative. Le *soft power*, cette capacité d'influence d'une puissance établie sur un pays en développement, en opposition au *hard power*, puissance coercitive dont les moyens sont militaires et économiques, a souvent vocation à asseoir un partenariat privilégié en améliorant l'image d'un pays au sein d'un autre et à créer un lien qui ne soit pas seulement économique, mais également culturel.

LE CONTEXTE

Données démographiques en Afrique

L'Afrique est marquée par un accroissement fort de la population. En effet, en 1950, la population africaine était de l'ordre de 225 millions. Elle est passée à 900 millions d'êtres humains en 2010, pour atteindre aujourd'hui les 1,13 milliard d'habitants. Les prévisions estiment que la population africaine devrait représenter, en 2100, entre 3,4 et 3,6 milliards (1). L'Afrique est ainsi décrite comme le continent de demain, un géant en sommeil.

Composé de 54 pays dont le dénominateur commun est l'hétérogénéité économique, sociale et culturelle, le continent africain représente plus de 16% de la population mondiale aujourd'hui, une proportion qui devrait atteindre un tiers en 2100. L'Afrique aura une place stratégique sur le

(*) Directeur de l'Institut tunisien d'études stratégiques (ITES).

(1) P. LE PAUTREMAT, « L'Afrique : entre défis et succès potentiels, loin des fatalités », 2015, disponible à la page Internet www.diploweb.com/L-Afrique-entre-defis-et-succes.html.

futur échiquier mondial, cela pour deux raisons : cette partie du globe est actuellement le principal fournisseur en matières premières des nouvelles puissances telles que la Chine et l'Inde, mais c'est également un continent qui connaît l'émergence rapide d'une classe moyenne, ce qui en fera dans un avenir proche un formidable marché pour écouler les produits asiatiques.

Histoire et échanges

L'Afrique a souvent été considérée comme une source de main-d'œuvre et d'exploitation des richesses minières. Depuis la fin du XIX^e siècle, les Européens ont mis en place une véritable entreprise d'exploitation/spoliation. Ils ont ainsi créé des infrastructures menant uniquement aux ports dans le but de transporter les matières premières et les produits finis (2).

D'ici 2030, plus de la moitié de la population mondiale sera chinoise, indienne ou africaine. Ces trois régions de la planète constitueront donc un ensemble démographique qui pèsera de tout son poids sur les échanges internationaux de demain. L'Inde et surtout la Chine ont, d'ores et déjà compris l'importance et la nécessité d'investir sur le continent africain. En 2011, le montant des échanges commerciaux entre l'Inde et l'Afrique s'élevait à plus de 62 milliards de dollars. Entre la Chine et l'Afrique, le chiffre dépasse aujourd'hui les 165 milliards de dollars. L'implantation des deux géants est de plus en plus visible : téléphonie mobile indienne, installations pétrolières chinoises, etc. A travers ces investissements, les Chinois et les Indiens apportent également leurs codes et leurs cultures, un *soft power* qui s'impose dans de nombreux domaines comme l'éducation, la vie associative, la musique ou le cinéma. Leur rôle sur le continent ne se résume donc pas à l'importance de leurs investissements, mais également à la capacité de séduire les populations locales en utilisant des moyens d'influence modernes.

Besoins de la Chine

L'engagement, de plus en plus important, de la Chine en Afrique soulève des questionnements autant en Afrique qu'en Occident. Les Etats-Unis voient en réalité dans le « *smart power* » chinois en Afrique – mélange de *hard power* et de *soft power* – une menace pour les relations américano-africaines. A la création du Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC) en 2000, dans le but de promouvoir les relations bilatérales, plusieurs pays occidentaux ont fait part de leur inquiétude vis-à-vis de la place économique mais également politique qu'occupera désormais Pékin sur le continent. La raison de cette inquiétude est l'intérêt soudain de la Chine pour l'Afrique. Intérêt expliqué en majeure partie par le besoin de plus en plus important de Pékin en énergie et en matières premières. En effet, la Chine compte 1,4 milliard d'habitants, avec une consommation de charbon, de ciment,

(2) *Id.*

de céréales et d'acier plus élevée que celles des Etats-Unis et de l'Union européenne réunies (3). Ainsi, la Chine a trouvé dans l'investissement en Afrique un moyen de sécurisation de son approvisionnement. Ces investissements sont renforcés par une diplomatie très efficace envers les gouvernements africains, politique qui fait ressortir l'aspect Sud-Sud du partenariat – un point mis en avant par le ministre chinois Guangsheng Shi dans son allocution prononcée au FOCAC de 2000.

LE *SOFT POWER* CHINOIS EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Objectifs

La politique africaine de la Chine a évolué au fil des années. Ses objectifs, selon Jean-Pierre Cabestan (4), peuvent se résumer en trois points.

Premièrement, la Chine poursuit des objectifs économiques. En effet, l'accès aux matières premières est une priorité pour la Chine. Outre les matières premières, la Chine tend à relâcher « la pression de l'emploi intérieur » à travers l'encouragement des entrepreneurs et commerçants chinois à s'installer sur le continent.

Deuxièmement, la deuxième puissance mondiale poursuit aussi des objectifs diplomatiques. La Chine est le premier pays à organiser un Forum sur le continent portant sur les relations entre la Chine et l'Afrique. Parallèlement, elle a multiplié les instituts Confucius (centres culturels et centres de langue chinoise) : en 2013, la Chine disposait ainsi de quelque 30 instituts répartis dans 22 pays d'Afrique (5) (*cf. infra*). Elle a également agrandi ses ambassades sur le continent.

Le troisième objectif de la présence chinoise en Afrique est d'ordre stratégique. C'est en se rendant compte de la nécessité de renforcer la sécurité de ses citoyens, de ses intérêts et de ses institutions que la Chine prend en considération l'importance de sa présence en Afrique. L'influence chinoise devient ainsi une étape vers le renforcement des liens de coopération, condition *sine qua non* de toute politique de puissance.

Pays privilégiés

Le ministère chinois des Affaires étrangères scinde ses relations avec le continent africain en deux dossiers différents : un premier département est chargé de l'Afrique du Nord et de l'Asie occidentale, l'autre de l'Afrique sub-saharienne et des pays de l'océan Indien. Cette approche permet à la Chine de bien cibler ses efforts et de conférer plus d'efficacité à son action diplomatique.

(3) I. SOULEYMANE, « Que veut la Chine en Afrique ? », *Les Afriques Diplomatie*, n°12, fév. 2014, p. 4.

(4) J.-P. CABESTAN, « Les relations Chine-Afrique : nouvelles responsabilités et nouveaux défis d'une puissance mondiale en devenir », *Hérodote*, n°150, 2013, pp. 150-171.

(5) *Cf.* le site Internet cimap.chinese.cn.

Quant aux pays privilégiés, Pékin porte sa préférence sur les pays africains qui contribuent le plus à la montée de son influence (6). Ainsi, la Chine privilégie l'Afrique du Sud, qui fait partie des BRICS depuis quatre ans, sans oublier le Nigeria, l'Égypte et l'Éthiopie. C'est ainsi avec ces États que la Chine agit en coordination au sein des Nations Unies et de ses institutions spécialisées.

Stratégie d'influence

La Chine, au pouvoir d'investissement massif, s'implante économiquement en Afrique. L'importance des engagements économiques représente le cœur du *soft power* chinois. Cependant, la puissance douce de Pékin repose également sur l'éducation et la vie associative. La prolifération des Instituts Confucius, établissements culturels publics, dans des pays comme le Kenya, le Cameroun et le Rwanda montre que la Chine mise sur une influence profonde et de longue durée au sein de l'Afrique. Ces instituts délivrent de plus en plus de bourses aux jeunes Africains souhaitant poursuivre leurs études en Chine. Le *soft power* est également un moyen pour la Chine de « masquer » l'exportation d'une industrialisation sauvage et d'un modèle social différent.

Il est important de noter qu'il y a plusieurs différences entre le *soft power* occidental tel qu'énoncé par J. Nye et le *soft power* chinois. La puissance douce, telle que définie par les décideurs chinois, englobe effectivement des aspects du *hard power* occidental. Il peut aussi y avoir une dissonance concernant le concept même de *soft power*, certains décideurs chinois considérant que cela représente en fait « *l'usage doux du pouvoir* » (7). Autre élément de différence : la notion de « *soft power* culturel ». Les Chinois considèrent en effet que la culture chinoise se doit d'être centrale dans l'application de la puissance douce, cela, afin de préparer les pays concernés à la réalisation des objectifs chinois. Le fait que la puissance douce soit au centre de la stratégie chinoise en Afrique est expliqué par le fait que Pékin considère qu'il est, pour l'instant, difficile de rivaliser avec la « puissance dure » d'autres pays comme les États-Unis, en raison notamment de la faiblesse de son potentiel militaire sur le continent.

Diplomatie culturelle

La diplomatie culturelle chinoise met en place plusieurs formes d'échanges culturels entre la Chine et le continent, à travers notamment la diffusion de la culture chinoise. En effet, en complément des Instituts Confucius, Pékin essaie de diffuser sa culture dans les pays africains *via* des événements portant sur la culture chinoise comme l'apprentissage du mandarin, l'organisation de compétitions de sport, la démonstration de ses arts, la présentation de spectacles, etc.

(6) J.-P. CABESTAN, *op. cit.*

(7) Mingjiang Li (dir.), *Soft Power : China's Emerging Strategy in International Politics*, Lexington Books, Landham, 2009.

Pékin accorde en outre de l'importance aux échanges académiques et entre chercheurs, mais aussi à la formation d'étudiants. Ainsi, entre 2005 et 2006, le nombre d'étudiants africains dans les universités chinoises a augmenté de 40%, passant de 2 757 à 3 737. En 2012, le gouvernement chinois a lancé son programme « Plan pour les jeunes talents d'Afrique » ayant pour objectif de former 30 000 Africains et de leur accorder 18 000 bourses (8).

Influence politique

La Chine pèse aujourd'hui sur la politique étrangère de plusieurs Etats africains. En effet, Pékin considère que son action est à l'origine de l'amélioration du pouvoir de négociation des pays africains avec des partenaires tels que l'Union européenne ou les Etats-Unis. La République populaire envoie régulièrement des délégations en Afrique et essaie non seulement de consolider ses relations avec ses partenaires traditionnels (Algérie, Zambie, etc.), mais aussi de nouer de nouvelles relations étroites avec les pays émergents, comme le Maroc ou le Sénégal.

Cet activisme s'accompagne d'une forte coopération militaire, qui s'inscrit dans la stratégie d'influence politique de la Chine en Afrique. La Chine est notamment devenue le premier fournisseur de l'Afrique en armes légères et petits calibres, en blindés et en véhicules de transport (avions, hélicoptères, bateaux, etc.).

Difficultés de la Chine en Afrique

Les entrepreneurs chinois et les petits commerçants se trouvent partout en Afrique (9) et les produits chinois sont économiquement plus accessibles que d'autres produits. De plus et contrairement à d'autres pays occidentaux, la Chine a augmenté ses échanges commerciaux avec l'Afrique lors de la crise économique de 2008, pour dépasser en 2010 les 160 milliards de dollars (10).

Toutefois, plusieurs critiques sont adressées à la République populaire. En premier lieu, il est reproché à cette dernière de privilégier systématiquement sa main-d'œuvre dans ses projets d'infrastructures, en dépit du taux de chômage élevé en Afrique. Il faut néanmoins reconnaître que la Chine a préféré cette approche pour des raisons d'efficacité et de coût, notamment du fait de son obligation de résultat.

La deuxième critique s'adresse principalement aux entrepreneurs expatriés chinois qui viennent concurrencer les commerçants africains. Pour certains, l'impact de l'immigration chinoise vers l'Afrique est négatif

(8) D. BÉNAZÉRAF, « *Soft power* chinois en Afrique : renforcer les intérêts de la Chine au nom de l'amitié sino-africaine », *Asie Visions* (IFRI), n°71, sept. 2014, p. 14.

(9) B. HELLENDORFF, « La Chine en Afrique de l'Ouest : un modèle de partenariat durable ? », *Note d'Analyse du GRIP*, 26 nov. 2013.

(10) C. DAUDA, « FOCAC: trade, investments and aid in China-Africa relations », *CCS Policy Briefing*, mai 2012.

sur les sociétés de distribution et les petits commerces africains. En revanche, cette donnée n'est pas vérifiable et on constate de plus en plus un effet d'émulation également favorable aux commerçants chinois.

Une troisième critique vise quant à elle la piètre qualité des produits chinois. Cela concerne non seulement les produits consommables, mais aussi les infrastructures que les Chinois sont en train de bâtir en Afrique. Toutefois, dans ce cadre aussi, le constat doit être plus objectif dans la mesure où, en matière d'infrastructures, la Chine est un vrai partenaire pour l'Afrique et où la majorité écrasante de ses réalisations constitue une fierté pour les Africains.

Nouveaux défis

Certes, la Chine a acquis un poids en Afrique à travers son influence diplomatique, ainsi qu'économique et idéologique. Toutefois, la République populaire doit aussi faire face à de nouveaux défis.

Avant toute chose, il lui faut améliorer la gestion de ses migrants. En effet, de nombreux Chinois se trouvent engagés dans des activités douteuses qui peuvent engendrer des conflits avec les Africains. De plus, la Chine doit contrôler les transferts d'armements, plus précisément les armes légères, vers le continent, en raison notamment des effets néfastes de la prolifération sur la stabilité et la sécurité globales. Les autorités chinoises semblent de plus en plus sensibles à ce phénomène.

Vision optimiste ou pessimiste

La Chine a envoyé, depuis les années 1950, plus de 300 volontaires et environ 17 000 assistants médicaux et médecins (11). Elle a également financé 884 projets. En 2014, l'Afrique comptait environ 2 500 entreprises chinoises. La volonté de la Chine telle qu'elle l'exprime à travers son Livre blanc du 12 janvier 2006 est formulée de la façon suivante : « *Renforcer sa solidarité et sa coopération avec les pays africains, c'est de tout temps l'une des pièces maîtresses de la politique extérieure d'indépendance et de paix de la Chine. Fermement attachée au maintien et à l'épanouissement de l'amitié traditionnelle sino-africaine, et prenant en considération les intérêts fondamentaux des peuples chinois et africains, la Chine veille à établir et à développer un nouveau type de partenariat stratégique avec l'Afrique, caractérisé par l'égalité et la confiance réciproque sur le plan politique, la coopération conduite dans l'esprit gagnant-gagnant sur le plan économique et le renforcement des échanges sur le plan culturel* ». Cela paraît constituer l'un des fondements essentiels du partenariat Sud-Sud.

Certes, la présence de la Chine en Afrique présente des avantages pour les Africains, tels que les infrastructures de base et les possibilités de financement, autant de besoins des pays africains. En revanche, beaucoup

(11) X. AUREGAN, « FOCAC. Les enjeux du Forum de coopération Chine-Afrique », 2015, disponible sur le site Internet www.diploweb.com/FOCAC-Les-enjeux-du-Forum-de.html.

soulignent la nécessité qu'elle s'accompagne aussi de mesures de protection en faveur des industries locales et le couplage de ses projets au *know how* indispensable à un vrai développement durable.

Selon les rapports de la Banque africaine de développement (BAD), l'Afrique est en train de connaître une forte croissance économique marquée par un produit intérieur brut (PIB) supérieur à celui du reste du monde (12). En effet, en 2013, le taux moyen de croissance du PIB en Afrique est de l'ordre de 3%, alors que pour l'économie mondiale il est de l'ordre de 4,7%. La BAD, selon la même source, a évalué la « classe moyenne africaine » à 370 millions en 2014. En d'autres termes, un Africain sur trois appartiendrait aujourd'hui à la classe moyenne. « *Hélas, il ne s'agit là que d'une illusion, d'un miroir aux alouettes, pire, d'un nouveau mensonge, car cette 'classe moyenne africaine', comme 'sortie du chapeau' des experts de la BAD, n'existe pas. Selon la BAD, elle rassemble en effet des hommes et des femmes ayant un revenu compris entre 2,2 et 20 dollars par jour. Comme, entre les deux extrémités de la 'fourchette', les revenus varient de 1 à 10, la différence est considérable* » (13). Malgré ce constat, force est de reconnaître que l'amélioration du niveau de vie africain va créer un formidable pouvoir d'achat susceptible de bénéficier aux produits chinois.

Qu'en pensent les Africains ?

Les populations des pays d'Afrique les plus concernés voient dans la présence chinoise une influence positive. Selon les résultats de l'enquête menée par le réseau de l'Afrobaromètre en janvier 2010, la Chine est mieux perçue par les Africains que les Etats-Unis et l'Union européenne. Cela peut être expliqué par la nature même du *soft power* mis en place par ces puissances. Les géants occidentaux appliquent la puissance douce à travers des engagements culturels, académiques, associatifs et humanitaires. Concernant ces domaines, les Etats-Unis – mais également l'Union européenne – ont une longueur d'avance sur les nouvelles puissances asiatiques. Le *soft power* chinois gagne cependant de plus en plus de terrain en raison principalement de l'importance de ses engagements économiques sur le continent. La Chine donne cette impression de vouloir miser sur l'Afrique et de projeter son partenariat africain dans la longue durée (investissements dans les infrastructures, dans la téléphonie, dans l'agriculture...). Cela ne semble pas être le cas des puissances occidentales qui, souvent, se contentent de subventions et misent sur une stratégie de court terme (engagements humanitaires, sécuritaires...). La Chine jouit d'une image nettement plus valorisée auprès des Etats africains car ses engagements sont considérés comme plus pragmatiques et au plus près du quotidien des Africains.

(12) B. LUGAN, *Osons dire la vérité à l'Afrique*, Editions du Rocher, 2015.

(13) *Op. cit.*, p. 21.

La promesse faite par la Chine de respecter la souveraineté des pays et de ne pas interférer dans la politique intérieure des Etats lui a certainement attiré le soutien de la plupart des dirigeants africains. Cependant, force est aussi de reconnaître que la situation en Afrique est en phase de transition et d'évolution. L'espace politique s'élargit et la liberté d'expression s'enracine petit à petit. Les « sociétés civiles » africaines, ainsi que les milieux d'affaires commencent à se poser de sérieuses questions quant au rôle de la Chine et à la nature véritablement égalitaire et/ou qualitative des relations sino-africaines.

De plus, les Africains commencent aussi à prendre conscience d'une forme d'agressivité commerciale de la Chine sur le continent. Ce qui les a amenés à multiplier les études et à faire passer leurs messages. Adama Gaye considère par exemple qu'« *il faut être vigilant et sortir d'une admiration béate. Les Chinois sont des capitalistes qui viennent en Afrique pour leurs intérêts. A nous d'affirmer notre personnalité, de définir et de défendre nos intérêts dans des accords précis. Sinon, ce sera un marché de dupes* » (14). Cette prise de conscience est, selon nous, salutaire car elle pourrait permettre à la Chine de mieux cibler ses priorités et aux Africains de cerner davantage leurs intérêts.

L'Inde en Afrique

L'Inde partage avec certains pays d'Afrique l'expérience de la colonisation britannique et la solidarité née de la décolonisation et du mouvement des Non-Alignés dans les années 1960 et 1970. Un passé qui rapproche les peuples mais également les mentalités, créant un environnement propice au développement indien sur le continent africain.

Si l'arrivée des investisseurs chinois est récente, les relations de l'Inde et de l'Afrique datent de plusieurs siècles, 800 ans exactement, et de l'époque de la route de la soie. L'installation des diasporas indiennes en Afrique, plus tardive, date de la colonisation anglaise. Depuis près d'un siècle, ces diasporas entretiennent avec les populations locales des rapports plus ou moins apaisés. Dans certains pays comme le Kenya, l'Ouganda ou la Tanzanie, les Indiens étaient souvent accusés de communautarisme et de pillage des ressources territoriales, ce qui a précipité parfois leur départ de ces pays.

L'Afrique compte aujourd'hui plus de 2 millions d'Indiens, surtout en Afrique de l'Est et en Afrique du Sud. Leur nombre a augmenté grâce à la politique d'investissement mené par l'Inde en Afrique à partir du début des années 2000. Il y a donc à travers ces diasporas une exportation de cultures qui se ressent directement sur certains aspects de la vie quotidienne, tels que la présence – et le succès – du cinéma bollywoodien, qui est certainement un des moyens non coercitifs les plus efficaces pour l'influence culturelle de l'Inde. Plus concrètement, le *soft power* indien en Afrique

(14) Adama GAYE, *Chine-Afrique : le dragon et l'autruche*, L'Harmattan, Paris, 2006.

repose essentiellement sur les technologies de l'information, ainsi que sur les productions agro-alimentaires et les produits pharmaceutiques (15). Le commerce Inde-Afrique, en 2014, a atteint près de 100 milliards de dollars.

Le dernier sommet stratégique Inde-Afrique organisé à New Delhi en octobre 2015 a réuni environ 40 chefs d'Etat africains en vue d'explorer les potentialités d'un partenariat sur les plans politique et économique. Tandis que l'Inde s'intéresse à l'Afrique en raison de ses ressources minières et pétrolières et du nombre élevé de consommateurs potentiels (environ 800 millions), l'Afrique a besoin des potentialités indiennes en termes de technologie, formation, sécurité, etc. Le Premier ministre indien a annoncé, lors du forum d'octobre, que 50 000 bourses seraient accordées aux jeunes Africains pour étudier en Inde. Il a également annoncé 500 millions d'euros d'aide en faveur des pays africains pour les cinq années à venir, notamment en direction du « Réseau panafricain d'enseignement et de consultation médicale à distance » reliant, grâce à un satellite, les hôpitaux et universités indiens à ceux de 48 pays africains (16).

LE *SOFT POWER* CHINOIS EN AFRIQUE DU NORD

Soft power en Afrique du Nord

Depuis le milieu des années 1950, la Chine entretient des relations étroites avec l'Algérie. Elle a également établi des relations avec le Maroc deux ans après son indépendance, en 1958. Quant à la Tunisie, l'établissement des relations diplomatiques avec la Chine est venu un peu plus tard, en janvier 1964. A la fin des années 1960, la Chine avait ainsi établi des relations avec la majorité des pays arabes. A partir des années 1990, les relations se sont densifiées à la faveur de la hausse des exportations chinoises (17). D'une manière générale, la Chine a accru ses échanges commerciaux avec le Maghreb arabe, principalement depuis les années 2000, suite notamment à son intégration à l'Organisation mondiale du commerce.

La Chine a adopté envers le monde arabe une approche différente de celle qu'elle a déployée vis-à-vis des pays d'Afrique sub-saharienne. Elle a notamment mis en place des forums, à l'instar du Forum sino-arabe qui, créé en 2004, réunit plusieurs pays de la Ligue arabe et une multitude d'acteurs politiques et économiques chinois.

Plusieurs facteurs expliquent l'intensification des relations de la Chine avec le Maghreb arabe, notamment l'approvisionnement en ressources naturelles, dont dépend en partie la sécurité énergétique chinoise. Ainsi, les entreprises pétrolières chinoises sont très présentes en Algérie et en Libye, deux pays riches en pétrole. Autre explication, la volonté de la Chine

(15) B. LUGAN, *op. cit.*

(16) « Forum de New Delhi : l'Inde et l'Afrique font des projets », RFI, 29 oct. 2015.

(17) A. EKMAN, « Le Maghreb face aux nouveaux enjeux mondiaux : le Maghreb vu de Chine ; perceptions et orientations au lendemain des Printemps arabes », *Note de l'IFRI*, fév. 2013.

de développer ses entreprises à l'international ; dans le cadre de ce qu'on appelle la « *Go Global Policy* », les entreprises chinoises ont ainsi intensifié leur présence dans les marchés locaux du Maghreb arabe, à l'exemple de Haier Maghreb Arabe, basée en Tunisie depuis 2001 et fruit d'une *joint-venture* entre Haier (leader de l'électroménager en Chine) et de promoteurs tunisiens, n'est pas tournée seulement vers le marché tunisien, mais aussi vers le reste des marchés du Maghreb arabe.

Différences entre l'Afrique du Nord et l'Afrique sub-saharienne

L'intérêt de la Chine pour l'Afrique du Nord n'est pas le même que celui pour l'Afrique sub-saharienne. Si la stratégie de la Chine en Afrique sub-saharienne repose essentiellement sur l'approvisionnement en matières premières, en Afrique du Nord, la République populaire entend également avoir accès aux marchés locaux, d'autant qu'elle peut y écouler ses produits (textile, électroménager, jouets, etc.) plus facilement qu'en Afrique sub-saharienne car le pouvoir d'achat y est supérieur.

En outre, la proximité de l'Afrique du Nord avec l'Europe attire les investisseurs chinois. En dépit de la crise européenne, l'accès au marché européen reste en effet une priorité pour les Chinois. A travers leur implantation dans un pays maghrébin, les entreprises chinoises peuvent bénéficier d'accords d'association entre ce pays (par exemple le Maroc) et l'Union européenne, ce qui constitue un avantage comparatif.

* *
*

Si, d'un côté, l'Afrique connaît des changements majeurs suite, principalement, à la fragmentation de son paysage politique, d'un autre côté, l'acteur chinois évolue du fait de la complexité de son paysage institutionnel. Cela ne fait qu'accroître la difficulté de concilier, d'une part, les intérêts économiques et politiques de la Chine, et, d'autre part, les attentes des Etats africains. Ainsi, les défis sont appelés à s'intensifier dans les années à venir. Il appartient aux pays africains de chercher les solutions optimales leur permettant de bénéficier au maximum de leurs partenariats, Nord-Sud comme Sud-Sud. En contrepartie, le modèle de coopération chinois doit aussi s'adapter aux changements appelés à rythmer prochainement les échanges avec les pays africains. C'est dans ce cadre que se développe un vrai dialogue entre Africains et Chinois, fondé sur les intérêts mutuels et la mise en œuvre d'un partenariat modèle entre pays du Sud. Il est impératif qu'émerge une approche différente de la coopération à même, dans le même temps, de promouvoir une vraie dynamique Sud-Sud et d'apporter une refondation du partenariat sino-africain gagnante pour les deux parties.